

RTE prône la prudence vis-à-vis du solaire et de l'éolien en mer

ÉNERGIE

Face à la faiblesse de la consommation, le gestionnaire des lignes électriques appelle à plus de sélectivité pour les installations d'énergie renouvelable.

Amélie Laurin

Abondance de biens ne nuit pas. Sauf quand ce bien ne peut être stocké. Tel est le cas de l'électricité en France. Le gestionnaire des lignes à haute tension RTE anticipe encore deux à trois années de surcapacités, alors que la demande d'électrons reste inférieure de 6 % à la période d'avant-Covid et la crise de l'énergie de 2022-2023. Face à cette nouvelle donne, RTE prône un changement d'approche. Après des années de volontarisme pour multiplier les centrales solaires et les éoliennes et relancer le nucléaire, « l'enjeu principal ne consiste pas aujourd'hui à accroître "quoiqu'il en coûte" la production d'électricité », affirme l'entreprise publique dans ses nouveaux scénarios. Il faut plutôt prioriser la demande, pour « enclencher la dynamique de substitution des énergies fossiles par l'électricité bas carbone », poursuit le gestionnaire. Objectif : « Rendre possible un arbitrage collectif sur le bon niveau de dimensionnement du système. » Sans casser la dynamique. « La France ne manque pas d'électricité, c'est une position très avantageuse par rapport aux craintes des années antérieures de pénurie ou de concurrence entre l'industrie et les data centers, explique Thomas Veyrenc, directeur général économie, stratégie et finances de RTE. C'est aussi une position enviée par nos voisins européens, qui paient leur électricité plus cher. » Les propositions de RTE devraient trouver un écho dans la feuille de route énergétique de l'Hexagone, en souffrance depuis plus de deux ans. Le Premier ministre l'a promise pour la fin d'année ou début 2026.

renc. Le volume de demandes de connexion au réseau de l'industrie et des data centers a grimpé de 20 GW en 2024 à 30 GW cette année ». Grâce à l'appétit des centres de données, tiré par l'intelligence artificielle. L'industrie, elle, est en plein doute sur son avenir.

Aujourd'hui, la trajectoire de décarbonation rapide « n'est pas la plus probable », admet RTE. En parallèle, les capacités électriques vont, elles, continuer de croître, compte tenu du stock déjà autorisé. Le trop-plein d'énergie renouvelable, notamment lors de la « cloche solaire » l'après-midi, provoque une multiplication des heures à prix nul ou négatif sur les marchés de gros, qui conduit à effacer une partie de la production « verte » et nucléaire.

Le rapport d'EDF repoussé

Les variations de puissance des réacteurs d'EDF pour des motifs économiques pourraient grimper d'une « douzaine » de TWh en 2024 à « 40 TWh » en 2030, « même dans le cas d'un ralentissement prononcé du développement des renouvelables en France », prédit RTE. Le sujet est hautement sensible. A tel point que la publication du rapport d'EDF sur les effets de la modulation sur le parc nucléaire a été repoussée sine die, selon plusieurs sources.

RTE juge « possible de réduire

le volume de demandes de connexion au réseau de l'industrie et des data centers, explique Thomas Veyrenc, directeur général économie, stratégie et finances de RTE. C'est aussi une position enviée par nos voisins européens, qui paient leur électricité plus cher. » Les propositions de RTE devraient trouver un écho dans la feuille de route énergétique de l'Hexagone, en souffrance depuis plus de deux ans. Le Premier ministre l'a promise pour la fin d'année ou début 2026.

Inertie à court terme

Mais il n'y aura pas de miracle « Compte tenu de l'inertie inhérente à l'enclenchement du mouvement d'électrification des usages fossiles », RTE estime « peu probable une inflexion significative à la hausse de la consommation avant 2028 ».

Dans son scénario conservateur pour 2030, la France revient tout juste à son niveau d'avant le Covid, soit 470 TWh. Une hausse, certes, après les 449 TWh de l'an dernier et la stagnation des dernières années. Mais « ce n'est pas compatible avec les objectifs climatiques » et traduirait « une nouvelle baisse du poids de l'industrie dans le PIB de la France », prévient Thomas Veyrenc. Ce scénario de « décarbonation lente », c'est-à-dire une sortie progressive de la dépendance aux énergies fossiles importées (qui coûtent 50 à 70 milliards d'euros par an), repose sur une hypothèse de croissance du PIB de 0,6 % par an. En cas de « décarbonation rapide », la demande pourrait bondir à 510 TWh en 2030. « La bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui les projets de décarbonation de l'industrie existent, pointe Thomas Vey-

RTE juge « possible de réduire les coûts du système électrique jusqu'à 3 milliards d'euros par an [...] en développant en priorité les filières de production plus compétitives ». Une économie calculée par rapport à un coût de la production électrique (hors réseau) de 50 milliards d'euros en 2035. L'an prochain, le soutien public aux énergies renouvelables pourrait coûter 8,2 milliards au budget de l'Etat, en raison de la baisse du prix des électrons tricolores sur les marchés (autour de 50 euros le MWh), faute de demande suffisante.

Ce niveau est inférieur aux prix garantis à beaucoup de centrales « vertes », et au coût de revient du parc nucléaire. Les cours pourraient même chuter à « 35-50 euros par MWh », en cas de décarbonation lente. Une bonne nouvelle pour les consommateurs ; une moins bonne pour les producteurs, qui perdraient de l'ordre de « 20 milliards d'euros » de revenus par an, par rapport au scénario le plus optimiste. Et par ricochet pour les finances publiques. RTE a donc fait le tri : les solutions les « plus compétitives » sont la prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires et l'éolien terrestre et posé en mer. A contrario, les petits parcs solaires et l'éolien flottant coûtent très cher. ■

« Le volume de demandes de connexion au réseau de l'industrie et des data centers a grimpé de 20 GW en 2024 à 30 GW cette année. »

THOMAS VEYRENC
Directeur général économie, stratégie et finances de RTE

